

■ YVELINES

A104. Le Copra 184 écrit au président Emmanuel Macron

La demande du collectif est claire : l'annulation pure et simple de ce projet autoroutier, dans les cartons de l'État depuis près de 60 ans.

Leur lutte acharnée prendra fin lorsqu'ils obtiendront gain de cause. Vendredi 19 novembre, Christiane Paravy, présidente du Collectif pour la protection des riverains de l'Autoroute A184 (devenue A104) a écrit une lettre au président de la République, Emmanuel Macron.

Objectif : que le projet de prolongement de l'A104, un tracé long de 22 km allant de Méry-sur-Oise à Orgeval (Yvelines) soit définitivement abandonné. Dix communes seraient impactées dans le Val-d'Oise et les Yvelines.



Projet « d'un autre siècle »

Le collectif s'appuie bien entendu sur le rapport Duron, publié en février 2018. Dans celui-ci, Philippe Duron, alors président du Conseil d'orientation des infrastructures (Coi), invitait à « reporter la question du prolongement de l'A104 à long terme », évoquant notamment les « difficultés environnementales qu'il soulève ». Il avait demandé à ce que ce dossier ne soit pas réexaminé avant 2030 et recommanda « de ne pas prévoir une réalisation avant 2038 ».

« Cela fait trente ans que l'on se bat ce projet. Il est d'un

Le comité des élus contre le projet A104 et le Copra 184 ont envoyé chacun une lettre au président de la République.

autre siècle et entraînerait une augmentation de 30 % des gaz à effet de serre, alors que toutes les lois actuelles mettent en avant qu'il faut les diminuer de plus de 80 %, d'ici à 2050 », insiste Christiane Paravy. Une lettre qui intervient au moment même où certains élus réclament de nouveau le bouclage de la Francilienne, et dont l'élément déclencheur a été le décès d'une septuagénaire fauchée par un camion de transit, à Poissy (Yvelines), vendredi

26 novembre.

Parallèlement à la lettre du Copra184, le Comité des élus contre le projet A104, relancé en octobre 2020 et présidé par le maire (Eelv) d'Andrésy, Lionel Wastl, a aussi adressé un courrier à Emmanuel Macron. « En plus des pollutions que cela engendrerait, ce projet autoroutier serait un véritable gouffre financier », ajoute la présidente du collectif. En 2006, le coût estimé était de 3,2 milliards d'euros et il est fort pro-

bable que la facture soit bien plus élevée en 2021.

Emmanuel Macron ne sera pas le seul à être interpellé par le Copra 184. Celui-ci entend en effet envoyer un questionnaire à l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle, début 2022. « Nous allons les tancer pour obtenir une réponse de leur part », prévient Christiane Paravy.

Maxime LAFFIAC